

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Perigny, le 12/09/2025

ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Perigny

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CDA Royan atlantique centre de transfert de Médis**

107 avenue de Rochefort  
17200 Royan

Références : 0007206610/2025/446  
Code AIOT : 0007206610

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement centre de transfert de Médis implanté 12 route de l'Orignade 17600 Médis. L'inspection a été annoncée le 04/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- centre de transfert de Médis
- 12 route de l'Orignade 17600 Médis
- Code AIOT : 0007206610
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis sa construction, l'établissement a dans un premier temps été exploité pour l'activité d'UIOM de 1986 à 1998, puis les bâtiments ont été modifiés en 1999 en site de transfert de déchets ménagers et de déchets issus de la collecte sélective.

L'installation est autorisée par arrêté préfectoral du 15 janvier 2007.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.-511-9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Rétention des sols et isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7 et 2.9	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.2	Sans objet
3	Surveillance de la pollution rejetée et valeurs limites de rejet	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.6 et 5.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le classement du site nécessite d'être revu suite aux différentes modifications de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le besoin en eau d'extinction du site n'est pas entièrement disponible et la gestion des eaux d'extinction n'est pas complète (absence d'isolement des eaux de ruissellement et volume de rétention non disponible dans sa totalité). L'inspection propose à monsieur le Préfet de mettre l'exploitant en demeure de respecter ces différents points.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Situation administrative**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R.-511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations classées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Selon l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2007, l'installation est classée :  322 A : station de transit des ordures ménagères et autres résidus urbains à l'exclusion des déchèteries mentionnées à la rubrique 2710 : <b>45 000 t/an (A)</b>  Compte tenu des décrets ayant modifié la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, de nouvelles rubriques sont à définir avec le régime associé.
<b>Constats :</b>  L'installation réceptionne à la fois des ordures ménagères et des déchets issus de la collecte sélective.  1/ L'activité de transfert des ordures ménagères est à classer dans la rubrique 2716 : Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.  2/ L'activité de transfert des déchets issus de la collecte sélective est à classer dans la rubrique 2714 : Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.  <i>Suite à la visite, l'exploitant transmet à l'inspection par courriel du 25/05/2025 puis du 28/07/2025 les tonnages annuels réceptionnés et sortants de l'installation depuis 2008, ainsi que les volumes maximum journaliers à la fois sur les ordures ménagères et sur la collecte sélective. Les suivis indiquent que le volume de 1000 m<sup>3</sup> n'est jamais atteint pour ces deux catégories de déchets.</i>  Le titulaire actuel de l'autorisation d'exploiter est la communauté d'agglomération Royan Atlantique (CARA). Toutefois, c'est le syndicat Intercommunautaire du Littoral (SIL) qui a la compétence pour le traitement des ordures ménagères et la CARA pour la collecte sélective. Le prestataire est SUEZ pour les deux filières, il assure la gestion du centre de transfert de Medis.  Lors des 2 précédentes visites, il avait été rappelé que la CARA est la seule responsable d'un point de vue administratif et pénal des installations au titre des ICPE.  Un changement d'exploitant de la CARA vers le SIL est prévu, il devrait être validé par délibération à l'automne 2025. Dans la perspective d'éventuelles modifications ultérieures, l'exploitant précise s'il souhaite que son site continue à être régi par les règles procédurales de l'autorisation ou qu'il soit régi par les règles procédurales de l'enregistrement.  Afin d'actualiser la situation administrative de l'installation, l'inspection proposera à la préfecture de donner acte du nouveau classement des installations du choix de l'exploitant quant aux procédures après transmission des éléments demandés.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
=> L'exploitant transmet à la préfecture une déclaration de changement d'exploitant dès validation de celui-ci par délibération communautaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 2 : Rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rejet des effluents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Précédente inspection du 3 octobre 2017 :</b>  L'exploitant s'est engagé à mettre en place un contrôle visuel semestriel de ces dispositifs et une vidange à minima annuelle.  <b>Constats :</b>  Le dispositif de traitement est contrôlé visuellement chaque semaine lors des rondes de surveillance effectuées sur le site. Le registre de suivi des rondes mentionnant les vérifications effectuées est présenté à l'inspection.  Le nettoyage des équipements est réalisé chaque année lors de l'arrêt technique. La dernière intervention a été réalisée le 14/02/2025 sur les deux débourbeurs par la société SARP DEMPURE.  La fiche d'intervention et le BSD correspondant sont présentés à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Surveillance de la pollution rejetée et valeurs limites de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 5.6 et 5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Surveillance de la pollution rejetée et valeurs limites de rejet
<b>Prescription contrôlée :</b>  5.6 Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.3 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point.

### 5.3 Valeurs limites de rejet

Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

- matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;
- DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;
- hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;
- métaux totaux (rubriques n° 2711, 2713 et 2716) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.

Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.

### Précédente inspection du 3 octobre 2017 :

Aucune mesure n'avait été faite à la date de l'inspection.

### Constats :

Une analyse sur les rejets est réalisée chaque année en novembre en sortie des deux débourbeurs. Les dernières analyses ont été réalisées le 14/11/22, 15/11/23 et 7/11/24 par le laboratoire CARSO.

*Suite à la visite, les rapports d'analyses réalisées depuis 2018 ont été adressés à l'inspection par courriel du 25/06/25.*

*Les résultats ne montrent aucun dépassement sur les trois dernières années.*

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 4 : Contrôle périodique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 1.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Contrôle périodique

### Prescription contrôlée :

Les installations n° 2716 sont soumises à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Pour ces installations, le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ».

L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse après chaque contrôle dans le dossier installations classées prévu au point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

Précédente inspection du 3 octobre 2017 :

En réponse à l'inspection, l'exploitant a fait réaliser un contrôle par le BE ALPHARE-FASIS le 4 juin 2018.

**Constats :**

Le dernier contrôle périodique a été réalisé le 23/07/2024 par le bureau d'étude ALPHARE-FASIS.

Le rapport présente 10 non-conformités et 3 non-conformités majeures.

Le suivi des actions correctives avec leur date de réalisation n'est pas mis en place.

L'exploitant présente à l'inspection un fichier interne d'audit des activités par rapport aux prescriptions des arrêtés ministériels applicables, mais ce fichier n'intègre pas les remarques de l'auditeur externe. Cet audit interne est réalisé tous les 3 ans.

Les 3 non-conformités majeures sont décrites ci-dessous :

1/ Absence de document attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments d'entreposage des déchets combustibles

L'exploitant n'a pas été en mesure de retrouver les attestations relatives aux propriétés de résistance au feu des bâtiments d'entreposage des déchets. Une consultation de bureau d'études est en cours pour réaliser de nouvelles attestations, à la fois sur les structures béton et métalliques.

2/ Absence de dispositif d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement des voiries

L'exploitant a lancé cette semaine une consultation de bureau d'études afin d'avoir des propositions techniques de mise en place du dispositif d'isolement réglementaire.

3/ Absence de système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles

L'exploitant a mis en place des caméras thermiques avec report d'alarme sur les téléphones des responsables de site afin de répondre à ce point.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**=> L'exploitant met en place les actions correctives en réponse aux 10 non-conformités et aux 2 non-conformités majeures non résolues relevées lors du dernier audit, assure leur traçabilité et transmet à l'inspection les documents attestant de leur réalisation dans un délai maximum de 6 mois.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :  - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : 1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.  Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m <sup>3</sup> /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; [...]
<b>Constats :</b>  Un poteau incendie se trouve à l'entrée du site. L'exploitant remet à l'inspection le calcul du besoin en eau du site selon le guide D9. Le résultat indique un besoin en eau de 240 m <sup>3</sup> pour 2 heures. Après vérification sur le portail hydraclac concernant les points d'eau incendie du département 17, le dernier essai sur le poteau référencé P17228.0040 datant du 21/05/2024 indique un débit disponible de 36 m <sup>3</sup> /h sous 1 bar, soit 72 m <sup>3</sup> pour 2 heures.  Il manque donc un volume de 168 m <sup>3</sup> pour satisfaire les besoins en eau du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  <b>=&gt; L'exploitant doit disposer du volume nécessaire au besoin d'extinction sur le site, soit 240 m<sup>3</sup> dans un délai de 6 mois maximum.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 6 : Rétention des sols et isolement du réseau de collecte

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 2.7 et 2.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention des sols et isolement du réseau de collecte

**Prescription contrôlée :****2.7 Rétention des sols**

Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des métaux, alliages de métaux, des déchets ou des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

**2.9 Isolement du réseau de collecte**

Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.

Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.

**Précédente inspection du 3 octobre 2017 :**

En réponse aux constats du besoin de reprise de la zone sud du site (entrée du bâtiment de transfert de la collecte sélective), l'exploitant indique que les propositions faites par EUROVIA ne sont pas satisfaisantes. SOTEC a été sollicitée pour un devis.

L'exploitant indique également que seul le réseau de collecte des eaux de la fosse d'OM pouvait être isolé.

Il doit examiner les solutions techniques possibles afin d'isoler le reste du réseau de collecte.

**Constats :**

L'exploitant remet à l'inspection le calcul du besoin de rétention des eaux d'extinction du site selon le guide D9A.

Le résultat indique un besoin en rétention de 276 m<sup>3</sup>.

Le site dispose des capacités de rétention suivantes :

- 141 m<sup>3</sup> dans la fosse des déchets de la collecte sélective
- 72 m<sup>3</sup> sur une partie de la surface de voirie du site entre l'entrée et le parking VL

Il manque donc un volume de rétention de 63 m<sup>3</sup> pour contenir l'ensemble des eaux d'extinction du site.

L'installation ne dispose pas de dispositif d'isolement des eaux de ruissellement du site.

L'exploitant indique à l'inspection qu'une consultation de bureaux d'étude est en cours afin de répondre aux besoins de rétention et d'isolement des eaux du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**=> L'exploitant doit présenter à l'inspection la solution technique qui sera retenue pour compléter le volume de rétention actuellement disponible ainsi que pour isoler les eaux de ruissellement dans un délai maximum de 6 mois.**

**=> L'exploitant doit disposer du volume nécessaire à la rétention des eaux d'extinction du site, soit 276 m<sup>3</sup> dans un délai de 12 mois maximum.**

**=> L'exploitant doit disposer de dispositifs d'isolement des eaux de ruissellement du site dans un délai de 12 mois maximum.**

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription**

**Proposition de délais : 12 mois**